

Turquie, démocratie en péril

Exposé des motifs

La tentative inacceptable de coup d'Etat du 15 juillet 2016 en Turquie est devenue un prétexte à la mise en œuvre d'une répression et de propagandes de désinformation sans précédent contre l'ensemble des opposants au gouvernement d'Erdogan et de son parti, l'AKP.

La liberté de la presse, la liberté académique, l'indépendance de la justice ont été sacrifiées. Des milliers d'arrestations, des milliers de personnes suspendues ou licenciées, des médias censurés ou fermés tels sont les grands traits de cette politique autocratique qui est menée depuis l'établissement de l'état d'urgence qui permet au conseil des ministres, depuis le 20 juillet dernier, de gouverner par décret en suspendant l'obligation du respect de la convention européenne des Droits de l'Homme. Cette situation est une mise en péril inadmissible d'une partie de la population de la Turquie

Selon le gouvernement turc lui-même, plus de 35 000 personnes ont été arrêtées, plus de 100 000 ont fait l'objet d'une enquête en seulement 3 mois et demi. L'état cherche par tous les moyens à éliminer l'opposition.

Toute l'opposition est visée : professionnels (presse, élu-es, journalistes, intellectuel-les, écrivains, universitaires, enseignant-es, artistes, entrepreneurs...), militants (syndicaux,, défenseurs des droits humains, féministes, de ceux des LGBT, ...), minorités (ethniques, religieuses...), les institutions sont prises en otage.

Le gouvernement s'en prend particulièrement aux élu-e-s du HDP (parti démocratique des peuples) : levée de l'immunité parlementaire, suspension ou arrestation d'élu-e-s, Le 30 octobre, les deux co-maires de la ville de Diyarbakir ont été arrêtés et emprisonnés. Ils rejoignent la trentaine de maires kurdes, démocratiquement élus, qui ont été arrêtés. A cela s'ajoute les 70 élu-e-s qui ont été démis de leurs fonctions. L'arrestation en pleine nuit, le 3 novembre, des leaders du parti HDP Mme Yuksegdag et M. Demirtas, ainsi que de 10 député-e-s a ému l'opinion internationale. Preuve est faite que rien n'arrête désormais le régime turc. Il s'agit d'écarter en effet toute forme de contestation et d'opposition.

Il est plus que temps de réagir

Malgré des condamnations de façade, les gouvernements de l'Union européenne persistent à se féliciter des effets de l'accord passé avec la Turquie sur les migrants, comme le président français, lors du sommet européen de Bratislava. Cet aveuglement à ne pas prendre en compte l'atteinte à la dignité humaine envers les réfugié.e.s et les peuples de Turquie remet en cause les fondements même de l'Union européenne. L'état d'urgence prolongé en France dont il est lui-même à l'origine est d'ailleurs évoqué par le gouvernement turc pour justifier sa politique répressive.

EELV mouvement humaniste, européen, et égalitariste a une responsabilité importante à agir et à se mobiliser d'autant que la Turquie est membre fondateur du Conseil de l'Europe et candidate à l'entrée de l'Union européenne.

En fait, c'est depuis la mise en échec de l'AKP, aux élections de juin 2015, que le gouvernement turc a décidé de mener une répression sanglante. Ce gouvernement, qui a longtemps permis le transit d'armes et de djihadistes, et fut l'un des principaux clients du pétrole produit dans les territoires sous le contrôle de l'EI, se présente aujourd'hui comme l'un des acteurs de la lutte contre Daesh. Pour Erdogan, il s'agit d'affaiblir les Kurdes, de soutenir les sunnites irakiens et syriens afin de restaurer le rêve de la grandeur ottomane. Le système Erdogan ressemble en miroir à son pseudo ennemi poutinien, inventeur d'une « démocratie » dont s'inspirent certains leaders politiques européens : un pouvoir autoritaire, personnel, fondé sur une idéologie nationaliste et xénophobe.

Nous rappelons qu'il n'y a d'avenir stable et prospère en Turquie que dans l'inclusion démocratique de toutes les différences en Anatolie qu'elles soient religieuses et ethniques et cela dans un cadre profondément laïc et républicain nécessairement décentralisé

Motion

Le conseil fédéral d'EELV, réuni les 10 et 11 décembre :

- **condamne sans réserve tous les manquements à la démocratie et aux droits humains du gouvernement turc de M.Erdogan**
- **demande aux gouvernements français et européens de tout mettre en œuvre afin de protéger les acteurs de la paix en Turquie et dans nos pays, et de faire pression sur Ankara pour que l'état turc :**
 - **stoppe immédiatement la répression des minorités et de la diversité de Turquie.**
 - **rétablisse toutes les libertés fondamentales notamment la liberté d'expression, et celle de la presse.**
 - **libère toutes les personnes arrêtées sans jugement équitable, notamment les élu-es du peuple, permette à des observateurs indépendants de rencontrer les personnes détenues,**
 - **Stoppe les arrestations et les licenciements indus pour soi-disant collaboration avec le PKK et les gulenistes,**
 - **Reprenne les négociations avec les kurdes**
- **Demande à notre mouvement d'intensifier nos relations avec les acteurs et actrices de la paix présents en Turquie, de diffuser parmi nos militant.e.s coopérateurs et coopératrices toutes informations sur la situation en Turquie et susciter en région des mobilisations et des rencontres d'information.**
- **Demande à notre mouvement en lien avec le PVE, et les Verts mondiaux d'intensifier les visites en Turquie afin de garder contact avec les mouvements et les militant.e.s concerné.e.s**

Unanimité pour

X